

Palestine

Arrêt du massacre mené par Israël dans la Bande de Gaza !

L'Etat d'Israël est en train de commettre un véritable massacre dans la bande de Gaza. Plus de 300 Palestiniens sont déjà morts suite aux bombardements indiscriminés perpétrés par l'armée sioniste. En s'attaquant ainsi à la population civile, Israël prétend écraser le peuple palestinien. Le Hamas, sorti vainqueur des élections en 2006, a réussi à rendre indépendant un morceau du territoire en expulsant les agents d'Israël. Aussi, dans la déclaration émise à l'occasion du 60ème anniversaire de la création de l'Etat d'Israël, la LIT écrivait :

« Malgré les tentatives de conciliation du Hamas appelant à former un "gouvernement d'unité nationale" avec le Fatah, au mi 2007, la situation a dérivé en confrontation ouverte entre les deux forces, jusqu'au coup d'État organisé par Abbas, ce dernier cherchant à déplacer le Hamas et à prendre le contrôle total du gouvernement. Consécutivement, la réaction des masses de Gaza a poussé le Hamas à expulser du territoire l'appareil militaire d'Abbas et la police du Fatah. Ce qui constitue un grand triomphe des masses palestiniennes, lesquelles ont ainsi libéré Gaza du contrôle d'Israël et ses agents, la transformant dans les faits en territoire palestinien indépendant, même si dans des conditions d'isolement très difficiles. »

Vaincre Gaza à tout prix

Une telle situation était intolérable pour l'Etat d'Israël, lequel a déclenché une action combinée d'attaques militaires : d'abord, destruction des infrastructures électriques et d'approvisionnement d'eau ; ensuite, bombardements directs sur la population civile et blocus très ferme pour empêcher les approvisionnements de nourriture, médicaments et combustibles. Il fallait vaincre à n'importe quel prix la résistance du peuple de Gaza, et l'obliger à se rendre.

L'actuelle offensive, brutale, vient donc s'ajouter au blocus, ainsi qu'aux incursions et bombardements infligés depuis 2006, de manière continue, par l'Etat d'Israël. Les Palestiniens, eux, à part leur propre personne, ne disposent de quasiment rien pour faire face aux bombes israéliennes. Intervenant quelques jours avant la prise de fonctions du nouveau président des USA, Barack Obama, cette dernière offensive veut montrer, très clairement, quelle est la voie choisie. Certes, Obama ne s'est pas encore prononcé sur la situation en cours, mais lors de sa récente visite à Israël il a déclaré que s'il habitait là où tombent des missiles palestiniens, il agirait de la même façon que les Israéliens.

Alors que le gouvernement Bush accuse le Hamas et soutient une fois encore des actes de génocide, les représentants européens font-ils pression sur les gouvernements arabes pour les faire accepter les prétentions israéliennes en Palestine. Ainsi, le ministre des relations extérieures britannique a déclaré que *« les leaders du monde arabe ont une grande opportunité de démontrer que les intérêts du peuple palestinien ne peuvent être assurés que par un Etat palestinien viable, coexistant avec un Etat israélien sûr »*. Moratinos, ministre de relations extérieures de Zapatero, a demandé une trêve pour reprendre les négociations..., tout en désignant le Hamas comme responsable de l'offensive israélienne.

L'administration fantoche de Mahmoud Abbas, associée à cette monstrueuse rengaine, et trahissant une fois de plus la cause palestinienne, a même déclaré que "ayant refusé de renouveler la trêve", le Hamas était seul responsable des meurtrières attaques déclenchées par Israël. En vérité, la soi-disant trêve n'a profité qu'à Israël : côté Palestinien, maintient du blocus sur l'approvisionnement de *nourritures, médicaments, combustibles*, et une population encerclée, avec interdiction à tout recours armé ; alors que, de l'autre côté, l'Etat nazi est resté libre de continuer à bombarder, selon son bon gré, n'importe quel point de la Bande de Gaza (30 décès dans 6 mois). Aussi, une fois la première période de trêve terminée, pour la renouveler, le Hamas a mis une condition, à savoir : l'arrêt du blocus.

Même l'organisation de l'ONU pour les réfugiés (UNRWA) a déclaré que, par le maintient d'un tel blocus, Israël se rendait responsable de crimes à caractère humanitaire. Une constatation suivie de représailles, le gouvernement israélien ayant en effet empêché Richard Falk, membre de l'UNRWA, de rentrer dans les territoires occupés.

Quant au gouvernement égyptien, Mubarak a permis au Premier ministre israélien, Tzipi Livni, d'annoncer depuis le palais présidentiel, au Caire, son intention d'envahir Gaza ! Plus grave encore, ce gouvernement a empêché l'entrée de réfugiés en maintenant fermés les passages frontaliers avec Gaza, et collaboré ainsi avec le blocus sioniste : par là, Mubarak s'est-il rendu complice de la mort de centaines de Palestiniens.

Le gouvernement israélien qui, pendant cette période, n'a jamais arrêté ses attaques meurtrières, et qui maintient dans de conditions inhumaines plus de 1 500 000 de Palestiniens, a pris comme prétexte la non ratification du cessez-le-feu par le Hamas (une telle ratification équivaldrait à signer un arrêt de mort), ainsi que les quelques (peu nombreux) lancements de missiles qui, depuis Gaza, ont réussi à frapper la population israélienne. Israël veut en vérité un cessez-le-feu unilatéral, ses propres et continuelles agressions n'y comptant donc pour rien : les Palestiniens doivent se laisser massacrer, sans se défendre !

Pour sa part, La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième International se place aux côtés du peuple palestinien et son droit à mettre fin à 60 années d'occupation !

La LIT(QI) appelle donc toutes les organisations politiques, syndicales et sociales à se prononcer et se mobiliser de manière urgente contre les massacres perpétrés actuellement -et une fois de plus- par Israël. Nous devons exiger la rupture de relations avec l'Etat sioniste et apporter tout notre soutien à la résistance palestinienne.

Arrêt du génocide dans la Bande de Gaza !

A bas l'état d'Israël !

Vive la résistance du peuple palestinien !

Secrétariat International de la LIT (QI)

São Paulo, le 29 décembre 2008.